



Atelier pour la promotion des fruits et légumes (PROFEL) dans les pays d'Afrique francophone

Synthèse des réponses au questionnaire d'enquête sur la situation dans les pays d'Afrique francophone

Contacts : Jacky GANRY (jacky.ganry@cirad.fr), Marion LE GUILLOUX
(marion.le_guilloux@cirad.fr)



**Yaoundé - Cameroun
23-25 octobre 2007**

AVERTISSEMENT

Ce document est une version provisoire établie à partir des réponses obtenues à la date du 15 octobre 2007.

Il sera discuté et complété au cours de l'atelier.

Une version définitive sera rédigée et envoyée à tous les participants.
Celle-ci intégrera toutes les réponses ainsi que les discussions des groupes de travail

Sommaire

Analyse	1
1. Situation	1
2. Justification du questionnaire.....	2
3. Présentation du questionnaire	3
4. Typologie des répondants	3
5. Analyse des réponses	4
- <i>Quelles sont les habitudes de consommation des fruits et légumes ? Comment peut-on en évaluer la disponibilité ?</i>	4
- <i>Quelles sont les caractéristiques de la production de fruits et légumes ?</i>	7
- <i>S'il en existe une, quelles sont les grandes lignes de la politique nationale de santé/nutrition ? Quelles sont les institutions responsables ?</i>	11
- <i>Quels groupes cibles devraient être principalement visés par les campagnes de sensibilisation à la consommation des fruits et légumes ?</i>	14
- <i>Quelles mesures de pilotage et d'évaluation devraient accompagner les actions de promotion des fruits et légumes? Quels acteurs impliquer ?</i>	18
Table des illustrations	21
Annexe 1 : Liste des répondants	22
Annexe 2 : Questionnaire	23

Analyse

1. Situation

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) ont annoncé en 2003, lors de la réunion annuelle du Forum mondial de l'OMS sur la prévention et la réduction des maladies non transmissibles, le déploiement de mesures communes destinées à promouvoir la consommation accrue de fruits et de légumes.

On estime en effet qu'une alimentation pauvre en fruits et en légumes, classée parmi les 10 principaux facteurs de risque favorisant la mortalité dans le Rapport sur la santé dans le monde 2002, provoque chaque année quelque 2,7 millions de décès. Les maladies non transmissibles sont responsables de près de 60% des décès qui surviennent dans le monde, et de 45% de la charge mondiale de morbidité. Au nombre des principaux facteurs de risque évitables de maladies non transmissibles figurent une alimentation malsaine, la sédentarité et le tabagisme. Une consommation journalière suffisante de fruits et de légumes pourrait aider à prévenir des maladies non transmissibles importantes telles que les maladies cardiovasculaires, le diabète de type 2, l'obésité et certains cancers.

Un rapport récent de la Consultation d'experts FAO/OMS sur l'alimentation, la nutrition et la prévention des maladies chroniques recommande la consommation journalière d'au moins 400g de fruits et de légumes (à l'exclusion des féculents tels que les pommes de terre) pour prévenir les maladies chroniques, et notamment les cardiopathies, les cancers, le diabète de type 2 et l'obésité. Pour les deux organisations du système des Nations Unies, la consommation d'une grande variété de fruits et de légumes apporte également la plupart des micronutriments nécessaires, des fibres alimentaires et quantité de substances non nutritives bénéfiques. Une consommation accrue de fruits et de légumes peut aussi aider à remplacer la consommation excessive d'aliments riches en graisses saturées, en sucre et en sel. Cependant, la quantité totale des fruits et légumes disponibles est très loin de la consommation cible minimale dans de nombreux pays, en particulier en Afrique.

En septembre 2004 le premier atelier conjoint OMS-FAO sur la promotion de la production et de la consommation des fruits et légumes pour la santé s'est tenu au centre de l'OMS de Kobe au Japon. Cet atelier a rassemblé plus de 50 experts des domaines de la santé, de

la nutrition, de l'agriculture et de l'horticulture, principalement des pays en voie de développement, qui ont élaboré un cadre d'intervention pour promouvoir la production et la consommation des fruits et légumes au niveau national. Ce cadre a été édité en mars 2005¹.

L'OMS et la FAO ont commencé à travailler avec les pays intéressés durant l'année 2005 pour les appuyer dans la mise en œuvre du cadre d'intervention. En septembre 2005 le premier atelier pour étudier et discuter la possibilité de mettre en application ce cadre d'intervention OMS-FAO s'est tenu à Lisbonne au Portugal, avec des participants des secteurs de la santé et de l'agriculture des huit pays lusophones. En Août a eu lieu à Séoul un atelier similaire pour huit pays d'Asie de l'Est dans le cadre du Congrès de l'ISHS, Société Internationale pour les Sciences Horticoles. Parallèlement à cette vaste action conjointe de l'OMS et de la FAO a été lancée une Initiative Mondiale en Horticulture, GlobalHort, en mars 2006, sous l'impulsion du World Vegetable Center (AVRDC), du CIRAD et de l'ISHS. L'OMS et la FAO sont parties prenantes dans cette initiative.

L'atelier Profel, organisé du 23 au 25 octobre à Yaoundé au Cameroun, a pour but d'adapter à chaque pays le cadre d'intervention pour promouvoir les fruits et légumes au niveau national dans les pays francophones d'Afrique sub-saharienne et de l'Océan Indien, avec une ambition de mise en application rapide et efficace.

2. Justification du questionnaire

Afin de préparer l'atelier de Yaoundé, un questionnaire a été envoyé aux participants représentant des pays. Ce questionnaire a pour objectif de caractériser les pratiques de consommation et la production des fruits et légumes dans les pays d'Afrique francophone. Il a permis de passer en revues les politiques existantes de promotion de la consommation des fruits et légumes, et de faire le point sur les programmes et action déjà en cours dans les pays sollicités. Il nous a fourni en outre quelques éléments de réflexion quant à l'identification de groupes cibles sur lesquels baser les actions de promotion de la consommation des fruits et légumes.

¹ *Fruit and vegetables for health*. Report of a joint FAO/OMSOMS Workshop. 1-3 September 2004, Kobe, Japan. World Health Organization, Geneva, 2005

3. Présentation du questionnaire

Le questionnaire est scindé en 5 grandes parties :

- Caractérisation des habitudes de consommation et disponibilité des fruits et légumes.
- Caractérisation de la production nationale (systèmes de production, tonnage, destination, importation, pertes post récolte, transformation agro-alimentaire).
- Définition des politiques nationales de nutrition/santé (priorités, cibles, institutions chargées de a mise en œuvre).
- Identification des groupes cibles à mettre au cœur des programmes de santé/nutrition.
- Caractérisation du programme de promotion des fruits et légumes à mettre en place (identification des acteurs, mesures de pilotage, évaluation).

Chacune de ces parties comprend une série de questions qui nous ont permis de faire le point sur la consommation des fruits et légumes en Afrique francophone.

4. Typologie des répondants

Pour chacun des pays interrogés, nous avons tenté d'identifier trois participants afin de représenter les trois composantes qui nous ont semblé essentielles à la définition d'une politique publique de santé/nutrition : un pour le secteur Production des fruits et légumes, le second pour le secteur Santé, et enfin le troisième pour le secteur Education. Toutefois, dans certains pays, il a été impossible de réunir tous les représentants ciblés. L'annexe 1 présente la liste des personnes qui ont finalement collaboré au questionnaire Profel.

Les trois représentants ont alors été sollicités pour répondre collégialement au questionnaire présenté en annexe 2.

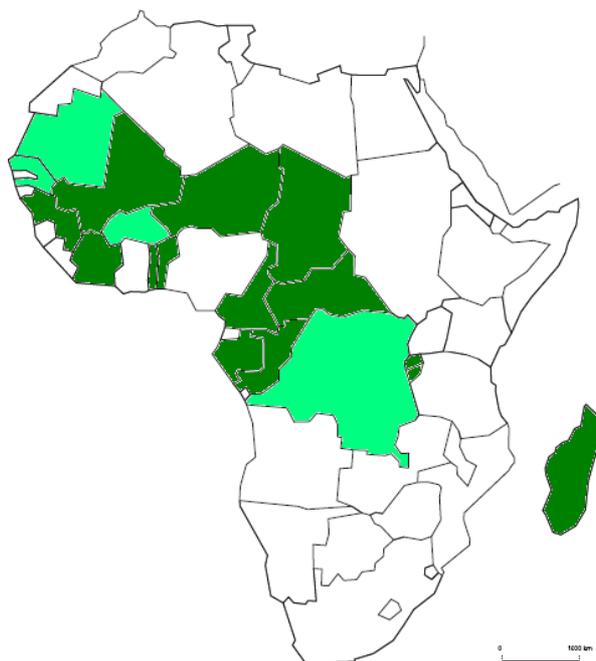
Le questionnaire a été soumis à 18 pays d'Afrique francophone², et nous avons reçu 14 réponses³, soit un taux de participation de 78%. La qualité des réponses est assez hétérogène, fortement tributaire en particulier de la disponibilité de données au niveau national.

² Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, RCA, Congo, RD Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Rwanda, Sénégal, Tchad et Togo.

³ Tous sauf Sénégal, Burkina Faso, Mauritanie, RD Congo.

La répartition géographique des répondants est illustrée par la figure suivante :

Figure 1 : Répartition géographique des répondants



5. Analyse des réponses

Nous avons synthétisé les réponses collectées en cinq grands points développés ci-dessous pays par pays :

- *Quelles sont les habitudes de consommation des fruits et légumes ? Comment peut-on en évaluer la disponibilité ?*

Pour l'ensemble des pays consultés, les fruits et légumes constituent principalement une source de micronutriments. Certains fruits et légumes, comme la banane, la banane plantain, la mangue ou encore la pomme de terre représentent également une source de macronutriments et de calories.

Dans de nombreux pays, la consommation des fruits et légumes reste très étroitement liée à une production saisonnière, même si l'apparition de cultures de contre saison permet de consommer certains produits toute l'année (exemple des tomates au Mali et au Niger).

L'appartenance géographique (et donc bien souvent sociale) des consommateurs semble également jouer un rôle important. Alors que les légumes sont consommés de manière régulière

par tous et à tous les repas, une distinction est à noter pour les fruits : leur consommation est plus régulière en zone urbaine qu'en zone rurale, où leur consommation reste aléatoire et opportune.

Les modes de préparation et de consommation des **légumes** sont multiples. Les réponses au questionnaire révèlent les principaux points suivants :

- Les légumes sont principalement consommés cuits, au cours des repas.
- Ils sont très rarement transformés, parfois séchés pour être consommés à la saison sèche.
- Ils constituent rarement un plat principal : manioc, pomme de terre, patate douce, igname au Niger, pomme de terre en Guinée, légumes feuilles en RCA, au Togo, au Mali et au Cameroun, légumes grains au Cameroun ou pendant la période de soudure au Burundi.
- Ils sont très majoritairement utilisés comme plat d'accompagnement.
- Enfin, ils entrent souvent comme ingrédients dans la composition des sauces accompagnant les plats riches en glucides et protéines.

Les principales caractéristiques de la consommation des **fruits** sont :

- Les fruits sont quasiment toujours consommés crus. Ils peuvent parfois avoir été transformés (séchés ou sous forme de jus).
- Ils sont très rarement utilisés comme plats principaux : banane plantain et mangue en Guinée.
- Ils constituent en grande majorité un plat d'accompagnement, et sont pris comme dessert lors des repas ou comme collation en milieu d'après-midi. Cette consommation régulière se rencontre surtout en zones urbaines.
- Les fruits sont également consommés en dehors des repas, surtout dans les zones rurales où les occasions sont plus fréquentes en périodes de production.
- Ils peuvent parfois entrer en tant qu'ingrédients dans la composition de sauce d'accompagnement.

D'une manière générale, les légumes sont plus consommés que les fruits, entrant systématiquement dans l'alimentation quotidienne de toutes les couches de la population. Les coutumes alimentaires ainsi que le prix de certains fruits peuvent expliquer en partie ce résultat.

La consommation des fruits est plus étroitement liée à l'appartenance sociale : ils sont consommés de manière sporadique et intense (si les fruits sont disponibles, ils vont être consommés à tous moments de la journée) dans les zones rurales, alors que la population urbaine les consomme de manière plus régulière.

La disponibilité des fruits et légumes est difficilement quantifiable, en raison de la pauvreté en données statistiques. La Guinée est le seul pays pour lesquels nous disposons de données : la disponibilité est passée de 376 kg/pers/an en 1982, à 81 kg/pers/an en 1990 pour remonter à 280 kg/pers/an en 2000.

On dispose toutefois de quelques chiffres relatifs à la consommation des fruits et légumes pour certains pays :

Tableau 1 : Consommation F&L en kg/pers/an

	Consommation fruits en kg/hab/an	Consommation légumes en kg/an/hab	Source	FAO 2002		
				fruits	légumes	total
Bénin	–	44,31	Annuaire statistique MAEP	32,9	54,5	87,4
Burundi	34,40		ISTEEBU 1998	106,2	34,1	140,3
Cameroun	de 36 à 65		Projet fruits et légumes IRAD, ONIFLHOR, Données ECAM II	79,6	78,8	158,4
Côte d'Ivoire	6,20	39,7	FAO 2003	75,6	36,5	
Mali	15,70	32,94	Monographie nationale de l'horticulture au Mali	2,7	24,5	
Tchad	7,50	–		10,3	12,0	–
Recommandations OMS – FAO	146					

On reconnaît aux fruits et légumes plusieurs intérêts et utilités, notamment :

- Apport en vitamines A, B, C, E, sels minéraux et antioxydants majeurs.
- Stimulation du système immunitaire.
- Rôle médicinal traditionnel très important, surtout en milieu rural.
- Sources de revenus importantes pour la population rurale, notamment les femmes et les enfants.
- Utilisation rituelle (offrandes).

- Quelles sont les caractéristiques de la production de fruits et légumes ?

Les principales productions de fruits et légumes sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

Tableau 2 : Principales caractéristique de la production maraîchère

	Production totale de fruits (en Ktonnes)	FAO 2002	Types /espèces de fruits (en Ktonnes)	Production totale de légumes (en Ktonnes)	FAO 2002	Types/espèces de légumes (en Ktonnes)	Produit de cueillette	Principales caractéristiques des systèmes de production
Bénin	125	230	Ananas (125).	386	356	Tomates (184), piment (62), gombo (91), légumes feuilles (27), oignon (19).	...	- Exploitations familiales. - Cultures mixtes. - Zones rurales et cultures pluviales. - Zones rurales dans les bas-fonds. - Zones urbaines et périurbaines irriguées.
Burundi	71,2	1688	Avocat, mangue, agrume, papaye, maracuja, prune du Japon.	169,7	250	Amarante, chou, aubergine locale et exotique.	...	- Exploitation familiale en cultures mixtes et dans les zones périurbaines.
Cameroun	540	2039	Banane (443), safou (14), mangue (16), avocat (15), agrumes (23), ananas (6), papaye (8).	250	1285	Tomate (78), oignon (53), ndolé (22), céleri persil (11), pomme de terre (47), gombo (9), haricot vert (2).	...	- En zone rurale, exploitations familiales en cultures mixtes. Culture pluviale. Rarement monoculture. - En zone urbaine, périurbaine, parcelles en monoculture irriguée et bas fonds. - Fruitières dans les jardins de cases, cacaoyères et caféières.
RCA	...	253	Orange, mangue, avocat, ananas.	...	85	Amarante, gombo, solanum, épinard, oignon	...	- En zone rurale : exploitation familiale en cultures mixtes et pluviales. - En zone urbaine et périurbaine : exploitation familiale en monoculture, maraîchage, culture pluviale et irriguée.
Congo -Bra	41,3	223	Agrumes, banane, ananas, avocat, papaye, safou, litchi.	...	41	- Légumes feuilles : amarante, oseille de guinée, morelle, chou de chine, laitue, chou casus, ciboule. - Légumes fruits : piment, tomate, poivron, gombo, courgette, concombre, pastèque, melon, aubergine. - Légumes racines : carottes, radis, navet, oignon, ail. - Feuilles de manioc, mudjiri, nsia.	Oui	- Horticulture pratique : culture traditionnelle. - Horticulture semi moderne : opérations culturales traditionnelles (labours à la hue), et utilisation de matière organique, engrais, produits phytosanitaires. - Horticulture moderne : forte fertilisation des sols (engrais), produits phytosanitaires, parfois mécanisation. - Horticulture en exploitation familiale mixte, symbiose des trois précédentes. 800 exploitations de ce type, où les acteurs sont formés, accompagnés et regroupés en association de producteurs.
Côte d'Ivoire	637	2027	Banane, ananas, mangue, agrume, papaye, avocat.	393,2	617	Tomate, aubergine, poivron, oignon, échalote.	...	-Exploitation familiale, cultures pures et mixtes. - Zone rurale : fruits et légumes. - Zone urbaine et périurbaine : légumes. - Bas fonds en général, irrigation pour les bananes.

Tableau 3 : Principales caractéristique de la production maraîchère - suite

	Production totale de fruits (en Ktonnes)	FAO 2002	Types /espèces de fruits (en Ktonnes)	Production totale de légumes (en Ktonnes)	FAO 2002	Types/espèces de légumes (en Ktonnes)	Produit de cueillette	Principales caractéristiques des systèmes de production
Gabon	...	294	Ananas, banane, papaye, mandarine, citron, corossol, fruit à pain.	...	35	- Légumes feuilles : amarante, morelle, oseille, chou, laitue, épinards. - Légumes fruits : tomate, aubergine, poivron, gombo. - Légumes racines : carotte, oignon.	...	...
Guinée	175 à 260.	1093	Mangue (75 à 100), banane plantain (75 à 120).	70 à 80.	480	Piment (3 à 6,5), oignon et échalote (8 à 11), tomate (11 à 15).	...	Exploitations familiales en cultures mixtes, monoculture, zone rurale, urbaine et périurbaine, culture fluviale, irriguée, bas-fonds.
Madagascar	1 059	891	Agrume (61), fruit à pépins (19), fruit tropicaux (964), petits fruits (14).	263,6	344	Légumes feuilles (70), légumes fruits (80), légumes racines (100), légumes verts (12).	...	- Exploitation familiale, irriguée, bas fonds. - Renouvellement des plantations initié.
Mali	???	30	Banane (56), mangue (614), orange (92), citron (11), lime (0,8), mandarine (1,8), goyave (638), papaye (454), anacardier (145), pomme cannelle (6).	741	331	Haricot vert (1,0), concombre (10, 8), laitue (14,4), choux (21,2), betterave (2,5), carotte (2, 9), gingembre (3, 3), piment (14, 0), aubergine (22,1), gombo (13,8), pastèque (552,7), courgette (3,1), tomate (47,9), échalote (86,4), oignon (23,1), ail (3, 9), poivron (4,0).	Karité beurre, nere gousse, tamarin, zaban, baobab feuille, baobab fruit, jujube.	- Exploitations familiales. - Cultures mixtes.
Niger	...	51		852,8	615		Oui	- Vergers et jardins familiaux. - Sites collectifs et individuels. - Jardins de case. - Aménagements hydro agricoles.
Rwanda	...	2847	Avocat, agrume, banane, fruit de la passion, ananas.	...	266	Tomate, carotte, chou, amarante	...	Exploitations familiales en cultures mixtes (rareté des terres) et bas fonds.
Tchad	38	113	Datte (17,7), mangue (16,3), goyave (0,8), lime (2), orange (0,256), banane.	350	95	Ail et oignon (90), gombo (300), piment.	...	- Exploitations familiales en cultures mixtes et monoculture. - Zones rurales, urbaines et périurbaines en culture d'hivernage, de décrue, irriguée.
Togo	420	51	Agrume (43), ananas (55,8), mangue (207), banane (107), avocat (4,7), papaye (1,5).	91,5	136	Aubergine (6), carotte (3), chou (3), gboma (17), laitue (1,5), corète (6), oignon (4), piment/poivron (14), tomate (8), gombo (25), pastèque (3,4).	...	- Exploitations familiales pour les fruits. - Légumes cultivés en zone urbaine et périurbaine.

La répartition de la production est la suivante :

Tableau 4 : Destination de la production en pourcentage de la production totale

	Autoconsommation	Marchés locaux	Marchés régionaux	Marchés nationaux	Exportation
Bénin	- Zone rurale : légumes 5%, fruits 1%. - Zone urbaine : légumes 30 à 40%, fruits 30 à 100%.	- Zone rurale : légumes 35%, fruits 10%. - Zone urbaine : ...	- Zone rurale : légumes 50%, fruits 80 %. - Zone urbaine : ...	...	- Zone rurale : légumes 5%, fruits 2%. - Zone urbaine : ...
Burundi	...	60%	10%	1%	25%
Cameroun	- Zone rurale : 65%. - Zone urbaine : 5%.			90%	Banane (40%), ananas (4%), tomate (1%), oignon (2%).
RCA	- Fruits : 5% - Légumes : 30%	- Fruits : 30% - Légumes : 20%	- Fruits : 5% - Légumes : 0%	- Fruits : 60% - Légumes : 50 %	- Fruits : 0% - Légumes : 0%
Congo	65%	25%	8%	2%	...
Côte d'Ivoire	...	...	...	...	37%
Gabon	...	...	...	...	...
Guinée	- Fruits : 10 à 15% - Légumes : 20 à 30%	- Fruits : 30 à 40% - Légumes : 30 à 40%	- Fruits : 40% - Légumes : 20 à 30%	- Fruits : 10% - Légumes : 15 %	- Fruits : 5 à 10% - Légumes : 5%
Madagascar	...	...	...	...	...
Mali	Légumes feuilles, légumes fruits de saison, fruits sauvages.	Légumes feuilles, légumes fruits, fruits de saison.	Echalote, tomate, mangue.	...	Haricot vert, mangue.
Niger	...	...	...	...	...
Rwanda	- Fruits : 10% - Légumes : 20%	- Fruits : 80% - Légumes : 80%	- Fruits : 9% - Légumes : 0%	- Fruits : 90% - Légumes : 100 %	- Fruits : 1% - Légumes : 0%
Tchad	10%	60%	18%	6%	4%
Togo	...	...	...	...	...

Le tableau suivant présente les principales importations de fruits et légumes par pays, et précise, lorsque c'est possible, la provenance et le tonnage.

Tableau 5 : Importations de fruits et légumes par pays

	Fruits (provenance, tonnage)	Légumes (provenance, tonnage)
Bénin	- Avocat (Togo). - Banane (Côte d'Ivoire). - Mangue (Burkina Faso). - Pomme (Italie).	- Tomate (Ghana, Nigéria, Togo, Burkina Faso). - Chou (Ghana, Togo, Burkina Faso). - Carotte (Ghana, Togo, Burkina Faso). - Poivron (Nigeria, Togo). - Haricot vert (Nigeria, Togo).
Burundi	...	...
Cameroun	- Orange (UE, 27 T). - Pomme (UE).	- Oignon (pays voisins, 2 000 T).
RCA	- Orange (France). - Pomme (France). - Raisin (France).	- Pomme de terre (France). - Carotte (France).
Congo	- Pomme (France).	- Oignon (Afrique de l'Ouest, Hollande).
Côte d'Ivoire	95 998 T.	
Gabon	...	...
Guinée	...	...
Madagascar	...	...
Mali	...	...
Niger	- Datte (6 433). - Mangue (4 564).	- Pomme de terre (53). - Tomate (9). - Oignon et échalote (11). - Ail (50). - Poireau (123). - Chou (34). - Laitue (0, 6). - Chicorée (0, 8). - Carotte et navet (0,8). - Concombre (1, 6). - Pois (0,5). - Haricot (17). - Artichaut (1,2). - Asperge (1,6). - Aubergine (0,3). - Céleri (0,3). - Champignon (0,2). - Piment (210). - Epinards (0,1). - Mais doux (17). - Melon (7).
Rwanda	- Mangue (Burundi, 10 000). - Pomme (Afrique du Sud, 200). - Orange (Afrique du Sud, 100).	Peu d'importation légumière.
Tchad	- Banane (Cameroun, Nigeria). - Ananas (Cameroun, Nigeria). - Orange (Cameroun, Nigeria). - Avocat (Cameroun, Nigeria). - Pomme poire (Arabie Saoudite).	Echanges transfrontaliers.
Togo	712	5 600

Les **pertes post-récoltes** concernent entre 30 et 40% de la récolte totale, et s'étale de 10% au Togo jusqu'à 75% au Bénin pour certaines espèces. Il est à noter que les pertes sont de moindre importance dans la culture fruitière.

Les raisons invoquées pour expliquer ces résultats sont :

- Les maladies, pestes et rongeurs, et le manque de produits phytosanitaires.
- Le manque d'infrastructure de conditionnement, de transformation et de stockage.

- Le manque d'infrastructure de transport et **l'enclavement** des zones de production.
- La méconnaissance de techniques de conservation.
- Le manque d'organisation des producteurs et des filières, et **l'absence de communication**, font que les agriculteurs ne parviennent pas à écouler les stocks.

Les pertes post-récoltes constituent un véritable manque à gagner pour les producteurs qui n'arrivent pas à assurer et à optimiser la qualité et la commercialisation de leurs produits.

Dans l'ensemble des pays interrogés, la filière de transformation des fruits et légumes est essentiellement domestique et artisanale, et peu développée. La transformation concerne principalement les fruits (conditionnement, jus, confiture, sirop, séchage). Les légumes sont rarement transformés (concentré de tomate au Mali, sauce au Rwanda), essentiellement conditionnés pour l'exportation.

Le Bénin représente toutefois une exception, puisque la transformation y est importante et permet de réguler les prix (valorisation des excédents de production), en créant de nombreux emplois, principalement féminins.

Pour les pays interrogés, le principal intérêt de la transformation est d'assurer une plus longue conservation aux aliments, et d'accroître ainsi (même faiblement) leur disponibilité et leurs formes de commercialisation sur les marchés locaux. Elle permet également de réguler les prix, notamment pour des produits à culture saisonnière. La facilitation du transport, ainsi que la valorisation et la création locale d'une valeur ajoutée sont également citées comme des impacts positifs de la transformation.

Toutefois, Madagascar soulève le problème intéressant de l'image des produits transformés, encore considérés par beaucoup comme des produits de luxe. D'autre part, le manque d'encadrement technique ne permet pas toujours de produire selon les normes et les qualités requises, et les investissements sont encore rares dans le domaine.

- *S'il en existe une, quelles sont les grandes lignes de la politique nationale de santé/nutrition ?
Quelles sont les institutions responsables ?*

Le tableau ci-dessous propose de synthétiser les engagements politiques nationaux en matière de santé/nutrition.

Tableau 6 : Identification et caractérisation des politiques nationales de santé/nutrition

	Politique nationale alimentation/nutrition ?	Priorités	Cibles	Institutions responsables	Recommandations sur consommation F&L?
Bénin	✓	<ul style="list-style-type: none"> - Politique d'alimentation du nourrisson/jeune enfant. - Soutenir l'allaitement. - Encourager l'alimentation complémentaire. (Fer, vitamine A). - Améliorer l'offre alimentaire. - Améliorer l'accès à l'alimentation. 	<ul style="list-style-type: none"> - Enfants. - Mères. - Décideurs. 	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère Agriculture, Elevage, Pêche. - Ministère Santé. - Ministère Femme, Famille Enfant. - Ministère Transports. - Ministère Commerce. - Centres Régionaux et Communaux pour la promotion de l'Agriculture. - Direction de l'Alimentation et de nutrition appliquée. - Office National Appui Sécurité Alimentaire. 	X
Burundi	✓	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer la disponibilité alimentaire en augmentant la production. - Renforcer l'éducation nutritionnelle. - Organiser une surveillance nutritionnelle, traitement des cas de malnutrition. 	<ul style="list-style-type: none"> - Femmes enceintes. - Femmes allaitant. - Enfants en bas âge. 	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère Agriculture. - Ministère Santé. - Ministère Education. 	<ul style="list-style-type: none"> - Diversification diététique, promotion F&L riches en vitamine A et Fer.
Cameroun	✓ En cours d'élaboration	<ul style="list-style-type: none"> - Allaitement maternel. - Réduction malnutrition protéino-énergétique. - Corriger carences micronutriments. - Réduire incidence maladies non transmissibles. - Prise en charge institutionnelle des groupes économiques défavorisés. - Assurer une bonne qualité nutritionnelle, microbiologique, chimique, organoleptique des denrées alimentaires. - Assurer disponibilité et l'accès aux denrées alimentaires la nourriture en qualité et quantité satisfaisantes. 	<ul style="list-style-type: none"> - Enfants. - Mères. - Groupes vulnérables (personnes économiquement défavorisées ou vivant avec le VIH). 	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère Santé Publique. - MINADER. - MINEPAT. - MINRESI. - MINEDUB. - MINAS. - MINPROFF. - MINSESUP. - MINEFI. - MINDIC. - ONG. - FAO. - PAM. - OMS. - UNICEF. 	X A venir
RCA	✓	<ul style="list-style-type: none"> - Lutter contre la faim. - Lutter contre les carences en micronutriments.	...	...	<ul style="list-style-type: none"> - Lutte contre les carences en micronutriments. - Conseils alimentation équilibrée et saine.
Congo	✓	<ul style="list-style-type: none"> - Lutter contre malnutrition protéinique et, les carences en vitamine A et Fer et les carences nutritionnelles spécifiques. - Amélioration des pratiques de sevrage. 	<ul style="list-style-type: none"> - Enfants. - Femmes enceintes. - Femmes allaitant. - Adultes 	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère de la Santé et de la Population. - Ministère Agriculture et Elevage. - Ministère commerce. - ONG. 	X
Côte d'Ivoire	✓	...	...	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère Agriculture. - Ministère Santé. - Ministère Recherche. 	...
Gabon	✓	<ul style="list-style-type: none"> - Lutter contre la malnutrition. - Lutter contre les carences en iode et en vitamine A. 	<ul style="list-style-type: none"> - Enfants. - Femmes enceintes. - Femmes allaitant. - Personnes malades du VIH. 	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère Santé. 	...

Tableau 7 : Identification et caractérisation des politiques nationales de santé/nutrition - suite

	Politique nationale alimentation/nutrition ?	Priorités	Cibles	Institutions responsables	Recommandations sur consommation F&L?
Guinée	✓	- Mise en œuvre de la nouvelle Lettre de Politique de Développement Agricole pour 2015. - Mise en œuvre PNDA 2015 développement de la productivité F&L.	- Population. - Etab. enseignement. - Organisations paysannes. - Institutions de recherche et vulgarisation. - Petits exploitants agricoles.	- Ministère Agriculture. - Ministère Elevage. - Ministère Santé. - Ministère Environnement. - Ministère Pêche et Aquaculture. - Ministère Education et Recherche. - Ministère Affaires sociales, promotion féminine et enfance. - Ministère fonction Publique et Emploi. - Ministère Travaux publics/Urbanisme/Habitat. - Ministère Transports. - Ministère Commerce, Industrie, Hôtellerie, Artisanat. - Ministère Communication et NTIC. - Ministère administration territoire.	X
Madagascar	✓	- Réduire de moitié la prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans. - Contribuer à la réduction de la mortalité des enfants de moins de 5 ans.	- Enfants de 0 à 5 ans. - Femmes enceintes. - Femmes allaitant. - Ecoliers.	- Office National de Nutrition. - Ministère des Finances et du Budget. - Ministère Santé, du planning familial, de la Protection Sociale. - Ministère Agriculture, Elevage, Pêche. - Ministère de l Population et des Loisirs. - Ministère Education Nationale et Recherche scientifique. - ONG. - Organismes Internationaux.	- 3 plans nutrition/santé. - Plan National D'Action pour la Nutrition (PNAN). - Plan d'Action pour la Sécurité Alimentaire (PANSA). - Madagascar Action Plan (MAP).
Mali	✓	- Augmenter es performances des productions maraichères.	...	- Ministère Santé. - Ministère Agriculture. - Ministère Education.	...
Niger	✓	- Diversification de la production alimentaire. - Amélioration de la valeur nutritionnelle. - Lutte contre la malnutrition et les carences spécifiques.	- Enfants. - Adolescents. - Femmes en âge de procréer - Personnes âgées. - Personnes vulnérables (pauvres, malades)	...	X
Rwanda	✓	- Mise en place équipe nationale de coordination, formulation des projets. - Identifier les groupes cibles.	Etablissements scolaires. - Petits propriétaires ruraux. - Personnes carencées.	- Ministère Agriculture. - Ministère Education. - Ministère Santé. - Servies vulgarisation. - Institutions recherche agronomique et universités.	- Accueil des enfants de moins de 10 ans et des femmes enceintes atteints de déficience nutritionnelle au sein de centres pour promotion F&L.

Tableau 8 : Identification et caractérisation des politiques nationales de santé/nutrition – suite 2

	Politique nationale alimentation/nutrition ?	Priorités	Cibles	Institutions responsables	Recommandations sur consommation F&L?
Tchad	✓	<ul style="list-style-type: none"> - Augmenter les jardins potagers et vergers de 6% en deux ans. - Augmenter la diversité des variétés cultivées et la productivité dans les jardins potagers de 10% en cinq ans. - Augmenter l'apport en F&L pour atteindre les niveaux OMS-FAO en dix ans. 	<ul style="list-style-type: none"> - Petits propriétaires terriens. - Consommateurs mixtes, dépendants du marché et institutionnels. 	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère Agriculture. - Ministère Santé Publique. - Ministère Environnement. - Ministère Enseignement Supérieur, Recherche, Formation. - Ministère Education Nationale. - Ministère Solidarité et Micro finances. - Ministère Economie. - Ministère Intérieur. - Ministère Transports. - Ministère Infrastructures. - Ministère Communication et Information. - Organismes micro crédit. - Associations de malades. - association Défense Consommateurs. - FAO. - OMS. - Union européenne. - GTZ. - Coopération Française. 	<ul style="list-style-type: none"> - Diversification alimentaire pour la consommation des F&L. - Réduction des carences en micronutriments.
Togo	✓	- Droit à l'alimentation.	<ul style="list-style-type: none"> - Couche rurale. - Ecoles. 	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère Agriculture, Elevage, Pêche. - Ministère Santé. 	X

- *Quels groupes cibles devraient être principalement visés par les campagnes de sensibilisation à la consommation des fruits et légumes ?*

Nous avons rassemblé dans le tableau ci-dessous les groupes cibles identifiés par les personnes interrogées, et avons indiqués les objectifs généraux et spécifiques mentionnés pour chaque groupe cible.

Tableau 9 : Identification des groupes cibles et des objectifs d'intervention

	Objectifs Globaux	Objectifs Spécifiques	Méthode d'intervention
Décideurs	<ul style="list-style-type: none"> - Intégrer la promotion des F&L dans les politiques alimentaires nutritionnelles et sanitaires. 	<ul style="list-style-type: none"> - Exercer un lobbying sur l'importance des F&L. - Organiser des formations au profit des cadres sur l'importance des F&L. - Installer des points focaux alimentation/nutrition au niveau des ministères pour surveillance de l'exécution des activités du programme. - Inscrire au budget national des crédits substantiels pour promotion F&L. - Prendre des mesures afin d'augmenter le nombre de jardins potagers. - Dynamiser les actions de promotion. 	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place un processus d'intégration de la problématique de production et de consommation des F&L dans les stratégies de développement aux niveaux national et local. - Mettre en œuvre une campagne intensive d'animation, de sensibilisation, de vulgarisation et de plaidoyer autour de la thématique de l'importance des F&L dans les programmes alimentaires et nutritionnels. - Encourager le partenariat entre secteurs public, privé et les collectivités locales par la mise en place d'actions et programmes et la création de cadres de concertation.
Techniciens (maillon entre les décideurs et la population)	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir la consommation des F&L. 	<ul style="list-style-type: none"> - Elaborer des cartographies des F&L selon les zones agro écologiques. - Etudier les contraintes liées à la consommation des F&L. - Identifier les facteurs limitants de la consommation. - Introduire dans les formations sanitaires des prescriptions de suppléments alimentaires sous forme de F&L. - Intégrer les F&L dans les prescriptions en traitement médicaux externes ou lors d'hospitalisation. - Evaluer les performances alimentaires, nutritives, écologiques des F&L en vue de la multiplication des semences. 	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place un programme de renforcement des capacités (formation, équipements, financements). - Intervenir pour sensibiliser dans les associations paysannes intéressées dans la promotion des fruits et légumes.
Consommateurs en général	<ul style="list-style-type: none"> - Inciter toutes les couches sociales à privilégier les fruits et légumes dans leur régime alimentaire. - Promouvoir la consommation des F&L. - Informer des bienfaits des F&L sur la santé. 	<ul style="list-style-type: none"> - Intégrer l'éducation nutritionnelle dans tous les programmes de formation. - Promouvoir la transformation des F&L. - Assurer à tous les ménages une disponibilité alimentaire effective et durable. - Réduire la carence iodée et l'hypovitaminose A. - Diffuser largement l'information de sensibilisation sur le rôle des F&L dans la prévention de certaines maladies. - Sensibiliser à l'équilibre des rations alimentaire et aux notions nutritionnelles et caloriques. - Améliorer les connaissances, changer les comportements et attitudes. 	<ul style="list-style-type: none"> - Intervenir et faire de la promotion auprès des ménages. - Atteindre les populations rurales en utilisant différents moyens de communication : radio, affiches publicitaires.
Enfants/Ecoliers	<ul style="list-style-type: none"> - Accroître la consommation de F&L. - Sensibiliser aux bienfaits des F&L. - Assurer une croissance normale et améliorer les capacités d'apprentissage 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les enfants pour un changement de comportement alimentaire. - Promouvoir l'éducation nutritionnelle. - Encourager les jeunes à se diriger vers les métiers agricoles. - Mettre en place des jardins potagers dans les écoles. - Formation sur les techniques simples de jardinage et entretien d'arbres à fruits. - Relayer l'information aux parents. - Apprendre à préparer et à consommer un repas équilibré. - Organiser des voyages d'études dans les institutions de recherche agronomique et de nutrition. - Réduire la prévalence de l'anémie ferriprive. 	<ul style="list-style-type: none"> - Programmer des campagnes de sensibilisations dans les écoles. - Editer des plaquettes ludiques, sous forme de bandes dessinées et produire de courts dessins animés.

Tableau 10 : Identification des groupes cibles et des objectifs d'intervention - suite

	Objectifs Globaux	Objectifs Spécifiques	Méthode d'intervention
Femmes Mères Femmes enceintes et allaitantes	<ul style="list-style-type: none"> - Accroître la consommation domestique de F&L. - Modifier les mentalités et les comportements par rapport aux fruits et légumes. 	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir les bienfaits des F&L sur la prévention de maladies, pour la croissance, etc auprès des femmes, par le biais de campagnes d'information. - Promouvoir l'allaitement. - Promouvoir et sensibiliser les femmes enceintes à la consommation des F&L. - Mettre en place une éducation nutritionnelle des femmes enceintes et allaitantes, visant à la satisfaction des besoins nutritionnels en macro et micronutriments. - Vulgariser les techniques simples de transformation/conservation des F&L locaux (séchage, fumage). - Réduire la prévalence de l'anémie ferriprive. 	<ul style="list-style-type: none"> - Intervenir dans les associations de femmes. - Intervenir auprès des femmes détenant un rôle clé dans la filière des F&L (vendeuses par exemple). - Intervenir dans les associations de quartiers en milieu urbain et périurbain. - Utiliser les médias comme la radio rurale pour atteindre les populations. Intervenir dans les centres de santé pour femmes. - Aborder les femmes dans les centres de pesée et de vaccinations.
Personnes vulnérables (personnes âgées, malades, pauvres)	<ul style="list-style-type: none"> - Augmenter l'espérance de vie des personnes âgées, malades et pauvres. 		
Producteurs	<ul style="list-style-type: none"> - Elargir l'offre horticole en quantité et en qualité. - Sensibiliser les producteurs à l'importance des fruits et légumes. - Diminuer les pertes post-récoltes. 	<ul style="list-style-type: none"> - Encourager les producteurs à diversifier la production par appui technique et financier. - Promouvoir les bienfaits des F&L auprès des producteurs. - Former les producteurs aux techniques culturales. - Développer les pratiques phytosanitaires. - Accroître la production et la productivité horticole. - Supporter la programmation et la gestion de la production, pour réduire les pénuries et les excédents saisonniers. - Améliorer l'achalandage sur les marchés locaux. - Organiser la chaîne de commercialisation. - Former les producteurs aux techniques simples de conditionnement. 	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place un programme de renforcement des capacités (formation, équipements, financements). - Sensibiliser les producteurs aux différents stades de la chaîne agro-alimentaire.
Médias	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les médias à l'importance de la consommation des F&L. 	<ul style="list-style-type: none"> - Contrebalancer le matraquage télévisuel poussant à consommer du « tout prêt ». 	<ul style="list-style-type: none"> - Utiliser les médias comme un moyen de communication efficace (radio, presse, TV).
Secteur privé	<ul style="list-style-type: none"> - Encourager le secteur privé à investir dans la transformation des produits agricoles. 	<ul style="list-style-type: none"> - Réduire les pertes post-récoltes. - Maintenir la stabilité des prix. - Pallier aux pénuries et excédents saisonniers. 	
Recherche	<ul style="list-style-type: none"> - Développer la recherche intégrée, orientée vers les impacts et sensibles aux demandes de la société civile (producteurs, population, entreprise de transformation). 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités de recherche relatives à l'adaptation locale, à la vulgarisation, à la multiplication du matériel végétal. - Appui à l'amélioration, la sélection et la promotion des cultures. - Promouvoir les techniques visant à élargir les périodes de production. - Mise au point de méthode de lutte intégrée contre ravageurs et parasites. - Mise au point et vulgarisation de technologies améliorées de conservation. 	

Tableau 11 : Identification des groupes cibles et des objectifs d'intervention – suite 2

	Objectifs Globaux	Objectifs Spécifiques	Méthode d'intervention
Consommateurs institutionnels (Ecoles, Camps militaires, Hôpitaux)	<ul style="list-style-type: none"> - Informer et sensibiliser sur l'importance des F&L. - Accroître et promouvoir la consommation. 	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer les connaissances, changer les comportements et attitudes face aux F&L. - Offrir des formations sur les techniques simples de jardinage et entretien d'arbres à fruits. - Intégrer les fruits et légumes dans tous les repas de collectivités. - Promouvoir les cantines scolaires pour une alimentation équilibrée dès le plus jeune âge. - Organiser des formations sur les F&L auprès des personnels des établissements publics. 	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir et informer sur les F&L dans les écoles, les hôpitaux, les casernes, les confessions religieuses. - Former les responsables des centres en organisant des ateliers d'initiation aux F&L.
Adolescents	<ul style="list-style-type: none"> - Compenser les pertes énergétiques et vitaminiques chez les adolescents. - Augmenter le taux de consommation des F&L. 	<ul style="list-style-type: none"> - Compléter les besoins nutritionnels chez les adolescents. - Prévenir les maladies de carence. - Contribuer à l'amélioration de la santé physique et mentale des adolescents. - Mettre en place une stratégie de prise en charge des adolescents pour un changement des comportements nutritionnels. - Promouvoir une alimentation complémentaire adéquate chez les jeunes. - Sensibiliser les jeunes aux bénéfices liés à la consommation des F&L. 	<ul style="list-style-type: none"> - Programmer des campagnes de sensibilisation.
Restaurateurs	<ul style="list-style-type: none"> - Intégrer les F&L dans 95% des plats proposés 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les clients à la consommation et aux bénéfices des F&L. - Renforcer la capacité des femmes à offrir des F&L. 	

Nous avons également pu dresser, sur la base des suggestions des pays ayant répondu au questionnaire, une liste non exhaustive **d'actions à mettre en œuvre afin d'accélérer le processus de promotion de consommation des fruits et légumes** en Afrique sub-saharienne francophone et de passer rapidement à une phase plus pratique. Ainsi, les pistes suivantes ont été proposées :

- Distribution de prospectus de sensibilisation, campagne d'affichage.
- Utilisation des médias de proximité.
- Causeries, débats, afin de changer les mentalités (au Burundi par exemple, les fruits sont considérés comme des aliments pour les enfants).
- Organisation de visites aux malades avec distribution de F&L préparés.
- Notions d'alimentation saine dans les programmes d'éducation civique.
- Proposer des menus à base de légumes dans les restaurations collectives.
- Instauration de réflexes dès l'enfance, comme la consommation de fruits au goûter.
- Inventaire des espèces cultivées et espèces de cueillette au niveau national.
- Organisation d'ateliers de dégustation, « ateliers du goût ».

- Mise à disposition de terres pour la culture des jardins potagers, promotion de jardins de case « nutritionnellement équilibrés ».
 - Organisation des producteurs en association, pour mieux défendre leurs intérêts.
 - Réalisation du slogan « un élève, un arbre fruitier ».
 - Promotion de l'irrigation pour une production continue de F&L.
 - Elaboration d'un calendrier des consommations des fruits et légumes saisonniers.
 - Confection de jardins potagers dans les écoles.
 - Organisation d'atelier de cuisine sur la préparation des fruits et légumes.
 - Organisation d'atelier de jardinage.
 - Renforcement des capacités de recherche relatives à l'adaptation locale, à la vulgarisation, à la multiplication du matériel végétal, et à la distribution de semences saines et de qualité.
 - Organisation de visites scolaires sur les marchés pour initier les enfants et leur permettre de reconnaître les fruits et légumes.
 - Former les mères sur la notion d'alimentation saine lors de la pesée des enfants ou dans les centres de vaccinations.
 - Visites guidées de plantation.
 - Encadrement scientifique et technique des producteurs.
 - Organisation de séminaires au niveau des quartiers.
- *Quelles mesures de pilotage et d'évaluation devraient accompagner les actions de promotion des fruits et légumes? Quels acteurs impliquer ?*

Les trois représentants de chacun des 18 pays interrogés nous ont indiqué des **mesures de pilotage et d'évaluation** qui pourraient venir soutenir et encadrer la réalisation des actions de promotion des F&L. Ainsi, nous avons pu noter :

- Réaliser, à une fréquence annuelle, une évaluation de la politique mise en place, afin de mesurer les impacts, résultats, et effets des activités, à l'aide d'indicateurs synthétiques communément admis (pertinence, efficacité, efficience, cohérence, utilité, pérennité).
- Instaurer une approche participative dans la gestion des actions.
- Mettre en place une plateforme (niveau régional ou national) rassemblant tous les acteurs de la politique de promotion des F&L.

- Prendre en considération les programmes de développement (à toute les échelles d'application : local, régional, national, international, etc) afin d'éviter les redondances.
- Création d'un comité de pilotage rassemblant les trois secteurs Horticulture, Santé, Education.
- Création d'un comité de réalisation par secteur d'action (Horticulture, Santé, Education), chargé de l'exécution des programmes de chaque secteur.
- Création d'un comité de coordination afin d'harmoniser les actions des comités de réalisation.
- Rédaction de rapports semestriels et annuels, publication de statistiques (pourcentage de personnes informées et sensibilisées, quantité de produits conservés, etc.).
- Organisation d'un atelier national annuel ou biennuel, permettant de revoir et de réorienter le programme.

De même, nous avons sollicité les pays sur les **acteurs à associer à un grand plan national de nutrition/santé**. Les réponses suivantes nous ont été soumises, concernant le secteur public, le secteur privé, la société civile et les organismes internationaux :

Secteur public

- Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche.
- Ministère de la Santé et de la Population.
- Ministère de l'Education Nationale (primaire, secondaire, tertiaire) et de la Recherche.
- Ministère du Développement.
- Ministère du Commerce.
- Ministère de la Communication.
- Ministère des Affaires sociales, de la Promotion féminine et de l'Enfance.
- Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire.
- Ministère des Transports.
- Ministère de l'Intérieur.

Secteur privé

- Les fournisseurs d'intrants.
- Les entreprises de transformation/conservation.
- Les associations de commerçants.
- Les institutions financières de microcrédit.
- Les restaurateurs.
- Les entreprises d'exportation des produits dérivés des F&L.

Société civile

- Les services de vulgarisation.
- Les institutions de recherche.
- Les médecins, les nutritionnistes.
- Les structures en charge des questions alimentaires.
- Les acteurs de premier plan : agriculteurs, paysans, enseignants, personnels de santé, consommateurs, femmes.
- Les organisations de producteurs.
- Les groupes communautaires (associations féminines et culturelles, confession religieuse).
- Les associations de parents d'élève.
- Les guérisseurs traditionnels.
- Les chefferies traditionnelles.
- Les associations de professionnels de la santé.
- Maires de communes

Organismes internationaux

- OMS, FAO, UNICEF.
- PAM.
- Banque Mondiale.
- FIDA.
- UE.
- UA.
- CEMAC, CEAC.

Table des illustrations

Figure 1 : Répartition géographique des répondants.....	4
Tableau 1 : Consommation F&L en kg/pers/an	6
Tableau 2 : Principales caractéristique de la production maraîchère	7
Tableau 3 : Principales caractéristique de la production maraîchère - suite	8
Tableau 4 : Destination de la production en pourcentage de la production totale	9
Tableau 5 : Importations de fruits et légumes par pays	10
Tableau 6 : Identification et caractérisation des politiques nationales de santé/nutrition.....	12
Tableau 7 : Identification et caractérisation des politiques nationales de santé/nutrition - suite...	13
Tableau 8 : Identification et caractérisation des politiques nationales de santé/nutrition – suite	214
Tableau 9 : Identification des groupes cibles et des objectifs d’intervention	15
Tableau 10 : Identification des groupes cibles et des objectifs d’intervention - suite	16
Tableau 11 : Identification des groupes cibles et des objectifs d’intervention – suite 2.....	17

Annexe 1 : Liste des répondants

Pays	Thèmes	Contact
Bénin	Agriculture	Tossou Christophe, CRA-PP
	Santé	Dr Houinato Dismand Stephan, OMS
	Education	Agueh Victoire , Institut Régional de Santé Publique
Burundi	Agriculture	Niyongere Célestin, Directeur Général ISABU
	Santé	Ntafatiro Fortunat, nutritionniste du Ministère de la Santé
	Education	Gashaka Joël, Directeur de la planification, Ministère de l'Education Nationale
Cameroun	Agriculture	Dr Njoya Aboubakar
		Dr Bella Manga
	Santé	Dr K. Njamshi Alfred (MOH)
		Mbili Oloumé
Education	Daniel Sibetcheu	
RCA	Agriculture	Gourna Dieudonné, Ministère du Développement Rural - Conseiller technique de la Fédération des Maraîchers de Bangui et environs (très bonne connaissance du secteur) - Consultant national régulier auprès de la FAO
	Santé	Mme le Dr Wabolou Philomène, Centre de traitement ambulatoire/Hôpital communautaire Médecin Nutritionniste
	Education	Olga Biteman
Congo	Agriculture	Monsieur Daga-Taerou, filière légume
	Santé	Dr Ngampo Stéphane (MOH), OMS
	Education	Mbemba François, éducation
RD Congo	Agriculture	Luzayadio Albert
	Santé	Dr Beya Efini Christian (MOH), OMS
	Education	Pr Eric Sumbu Zola
Côte d'Ivoire	Agriculture	Lassina Fondio, CNRA
	Santé	Kouadio Kouamé, Ministère de la Santé
	Education	Kpangni Kracou Barthélémy, Ministère de l'Agriculture
Gabon	Agriculture	Koumba Ngouangui Sébastien, Ingénieur agronome, Directeur des programmes de l'IGAD
	Santé	Dr Oliveira Emma, Chef de service du Centre National de Nutrition
	Education	Guillaume Nsi, Directeur de l'Education pour la Santé au Ministère de l'Education
Guinée	Agriculture	Keita Laye, Direction Nationale de l'Agriculture (DNA)
	Santé	Daffé Mamady, Chef section Alimentation-Nutrition, Ministère de la Santé Publique
	Education	Keita Sekou Omar, Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique et Technologique, Coordinateur du SNRAH
Madagascar	Agriculture	Dr Rahaingo Vololona Mireille
	Santé	Dr Rakotonirina Simon
	Education	Dr Raobelina Holy Malala
Mali	Agriculture	Dr Gamby Kadiatou Touré, Chef du programme fruits et légumes, Institut d'Economie Rurale (IER)
	Santé	Dr Nazoum Diarra (MOH)
Niger	Agriculture	Mounkaïla Yayé, chef service vulgarisation, Direction des cultures vivrières, Ministère du Dévt Agricole
	Santé	Kanguaye Sadou, Diététicien, spécialiste des maladies de la nutrition, Division Nutrition du Ministère de la Santé
	Education	Baradje Moussa
Rwanda	Agriculture	Kaginereza Boniface
	Santé	Nzeyimana Bonaventure
Tchad	Agriculture	Dr Pabame Sougnabé Souapibé
	Santé	Didina Mathias
	Education	Guiral Celestine
Togo	Agriculture	Mme Anene Abla
	Santé	Dr. Lacle Anani

Annexe 2 : Questionnaire

Introduction

Travail préalable à l'atelier Profel des 23-25 Octobre 2007 sur «la promotion des fruits et légumes dans les pays francophones africains».

Nous vous remercions d'accepter de participer à l'atelier sur la promotion des fruits et légumes dans les pays francophones. Afin de valoriser au mieux le temps disponible, nous souhaiterions que vous puissiez réaliser le travail suivant en préalable à votre participation à l'atelier Profel. Votre réponse sera analysée par nos soins et regroupée avec les réponses des autres pays en vue d'une présentation synthétique lors de l'atelier Profel.

Document

Veillez lire le document : «FAO-OMS : cadre pour la promotion de la consommation de fruits et légumes au niveau national».

Identification

1. Préciser le pays pour lequel vous participez à l'atelier Profel ainsi que le nom des personnes ayant pris part à ce questionnaire :

Fruits et légumes dans le régime alimentaire de votre pays

1. Sont-ils une source principale de macronutriments et de calories d'une part et de micronutriments d'une part ?

2. Quand et comment la population consomme-t-elle habituellement les fruits et légumes ?

3. Sont-ils utilisés comme plat principal, plat d'accompagnement ou ingrédients ?

4. Toute autre information dont vous disposez sur le rôle des fruits et légumes :

5. Quelle est la disponibilité des fruits et légumes pour nourrir la population ?

Si possible donner des indications chiffrées par tête d'habitant en précisant comment elles ont été obtenues (inutile de donner les chiffres de FAO 2002 dont nous disposons).

6. Si possible, donner des informations chiffrées sur la disponibilité ou consommation en zones rurales et en zones urbaines.

Caractéristiques de production des fruits et légumes

Décrivez quelles sont les caractéristiques de production des fruits et légumes dans votre pays :

1. Principales productions de fruits et légumes (indiquer la source d'information) :

Production totale de fruits (en tonnes) :

Production totale de légumes (en tonnes) :

Préciser les types/espèces de fruits (avec si possible le tonnage) :

Préciser les types/espèces de légumes (avec si possible le tonnage) :

2. Les principaux systèmes de production : exploitations familiales en cultures mixtes, monocultures, zones rurales, zones urbaines et périurbaines, cultures fluviales, irriguées, bas-fonds, etc...

3. Les destinations (si possible préciser la répartition en tonnes ou en %) :

Autoconsommation :

Marchés locaux :

Marchés régionaux :

Marchés nationaux :

Exportation :

Autre :

4. Les importations de fruits et légumes (en tonnes) en précisant si possible les produits et l'origine :

5. Les pertes post-récoltes (en %) et leurs causes :

6. Le rôle de la transformation agro-alimentaire aux stades artisanal et industriel et la place des produits transformés (produits localement ou importés) sur les marchés locaux :

Politique nationale d'alimentation nutrition

1. Quelles sont les priorités, les principales cibles, les institutions chargées de la mise en œuvre ?

2. Y a-t-il un plan national nutrition-santé avec des recommandations nutritionnelles ?

3. Est-ce que ce plan donne des recommandations pour la consommation de fruits et légumes ?

Groupes cibles d'un programme national de promotion pour la consommation des fruits et légumes

Quels devraient être selon vous les principaux groupes cibles pour un programme national de promotion des fruits et légumes ?

1. Indiquer trois principaux groupes cibles :

Groupe cible 1 :

Groupe cible 2 :

Groupe cible 3 :

2. Indiquer un objectif global et trois à cinq objectifs spécifiques pour les interventions prévues dans chacun de ces groupes cibles :

Groupe cible 1 :

Objectif global :

Objectif spécifique 1 :

Objectif spécifique 2 :

Objectif spécifique 3 :

Objectif spécifique 4 :

Objectif spécifique 5 :

Groupe cible 2 :

Objectif global :

Objectif spécifique 1 :

Objectif spécifique 2 :

Objectif spécifique 3 :

Objectif spécifique 4 :

Objectif spécifique 5 :

Groupe cible 3 :

Objectif global :

Objectif spécifique 1 :

Objectif spécifique 2 :

Objectif spécifique 3 :

Objectif spécifique 4 :

Objectif spécifique 5 :

3. Indiquer la manière la plus efficace pour atteindre chacun de ces groupes cibles (par exemple si vous identifiez des enfants âgés de 6 à 10 ans comme groupe cible, l'intervention dans les écoles pourrait être la manière la plus efficace d'atteindre ce groupe cible :

Groupe cible 1 :

Groupe cible 2 :

Groupe cible 3 :

4. Enumérer au moins trois exemples des différentes interventions qui pourraient être mises en œuvre pour atteindre chacun de ces groupes cibles :

5. Indiquer si les interventions prévues sont complémentaires d'autres activités de terrain ou stratégies nationales :

Acteurs d'un programme national de promotion des fruits et légumes

1. Définissez quels sont les acteurs qui devraient selon vous être impliqués dans l'exécution d'un programme national pour la promotion des fruits et légumes et, si possible, en relations avec eux, essayez d'indiquer comment ils pourraient être impliqués dans un programme national pour la promotion des fruits et légumes dans un proche avenir :

Mesures de pilotages et d'évaluation des actions envisagées

1. Suggérer un ensemble de mesures pour piloter et évaluer la mise en œuvre des actions envisageables pour la promotion des fruits et légumes :